

TUNISIE

Tableau 1 **2019**

| | |
|---|-------|
| Population, en millions | 11,7 |
| PIB, en milliards de dollars courants | 38,7 |
| PIB par habitant, en dollars courants | 3 298 |
| Taux de pauvreté national ^a | 15,2 |
| Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a | 3,2 |
| Indice de Gini ^b | 30,9 |
| Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b | 115,6 |
| Espérance de vie à la naissance, années ^b | 76,3 |

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook, et données officielles.

Notes :

(a) Valeur la plus récente (2015).

(b) Valeur la plus récente tirée des Indicateurs du développement dans le monde (2017)

Le nouveau gouvernement se trouve dans une situation économique particulièrement vulnérable à la détérioration de l'économie mondiale due à la pandémie de coronavirus et à la volatilité des prix du pétrole. La Tunisie affiche un double déficit et une dette élevés ainsi que des stocks régulateurs limités, alors que la croissance est anémique, l'emploi stagnant et l'inflation relativement élevée. Une aggravation de la pandémie aurait un effet négatif sur le tourisme, les exportations et la demande intérieure et, partant, sur la croissance, l'emploi et la vulnérabilité des ménages. Un retournement brutal de la dynamique des prix du pétrole observée récemment accentuerait les pressions exercées sur le compte courant et les finances publiques.

Évolutions récentes

Après une accélération de la croissance en 2018, qui est passée de 1,9 % en 2017 à 2,7 % en 2018, la Tunisie a enregistré une croissance faible de 1 % en 2019 sous l'effet d'un ralentissement marqué de la croissance agricole, d'une contraction du secteur manufacturier et d'une décélération de celui des services. Les incertitudes politiques qui planaient sur les élections présidentielle et législatives au quatrième trimestre 2019, le retard dans la formation du gouvernement et une forte baisse du crédit ont pesé sur la croissance pendant les premiers mois de 2020.

L'inflation, qui avait reculé depuis le second semestre de 2018, était de 5,8 % en février 2020 en raison de l'appréciation de la monnaie en valeur nominale et à la suite du resserrement de la politique monétaire par la Banque centrale.

Le taux de chômage a diminué progressivement en 2019 pour atteindre 15 % au quatrième trimestre, contre 15,5 % un an auparavant ; il est beaucoup plus élevé parmi les femmes, les jeunes, les diplômés de l'enseignement supérieur et dans les régions à la traîne.

Les hypothèses sur lesquelles se sont fondées le budget de 2020 (croissance de 2,7 % et prix du pétrole brut à 65 dollars le baril) sont pour une large part devenues obsolètes en raison de la pandémie de COVID-19 et de la dynamique des prix du pétrole. Ces évolutions entraîneront une contraction de l'économie et, partant, une diminution des recettes. Pour ce qui est des dépenses, les subventions énergétiques pourraient baisser sensiblement (de près de 2 % du PIB) compte tenu du fléchissement récent des prix du pétrole.

Le déficit commercial est resté stable en 2019, car la croissance des importations a ralenti nettement du

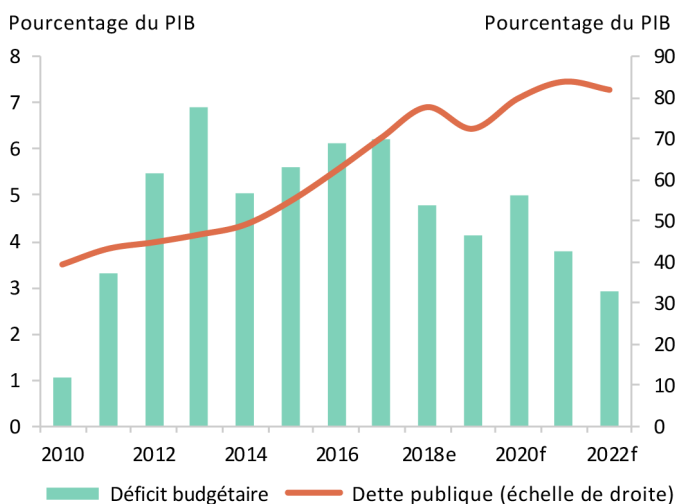
fait du fléchissement de la croissance et du resserrement monétaire et les exportations se sont contractées. L'amélioration des recettes touristiques et des envois de fonds de l'étranger a permis de ramener le déficit du compte courant à 8,8 % du PIB (contre 11,2 % en 2018). Les IDE restent modérés et l'essentiel des financements provenait de prêts concessionnels. La limitation des interventions de la Banque centrale sur le marché des changes et l'amélioration du fonctionnement de ce marché ont contribué à la protection des réserves de change brutes qui, à fin 2019, étaient de l'ordre de 4,2 mois d'importations de marchandises de l'année suivante. Le dinar s'est apprécié en valeur nominale de près de 9 % par rapport à l'euro au cours des douze derniers mois, marquant ainsi une inversion de la tendance pluriannuelle à la dépréciation de cette monnaie.

Perspectives

L'économie devrait se contracter de 4 % en 2020 dans un scénario où la COVID-19 se propage dans le monde entier, entraînant des perturbations dans les voyages et les échanges commerciaux ainsi que la limitation des contacts sociaux, tous des facteurs qui affecteront la croissance économique. Ces prévisions présupposent l'application de mesures de distanciation sociale pendant deux à trois mois, des restrictions de voyage pendant l'été avec pour effet une forte contraction du secteur du tourisme, et l'entrée progressive en exploitation du gisement de Nawara. Les perspectives sont soumises à des risques de dégradation majeurs liés principalement à la pandémie de coronavirus.

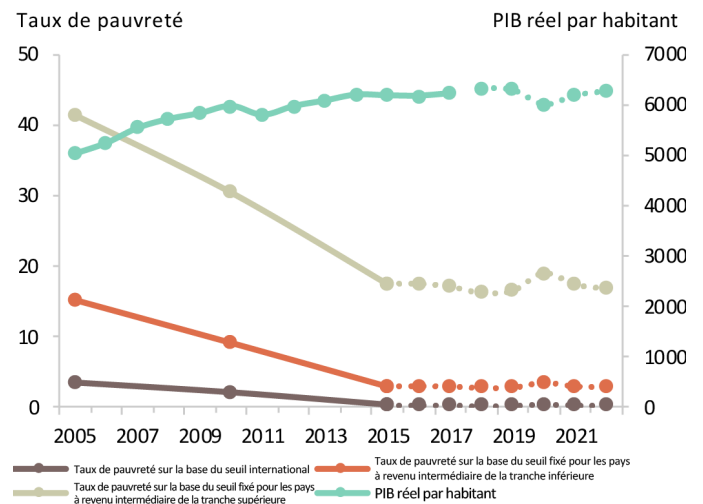
L'inflation devrait continuer de reculer dans un scénario de baisse des cours du pétrole et de resserrement continu de la politique monétaire. Les tensions inflationnistes pourraient être plus fortes

FIGURE 1 Tunisie / Déficit budgétaire et dette publique



Sources : Ministère des Finances de la Tunisie et estimations des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Tunisie / Taux de pauvreté et PIB par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

dans le scénario de perturbation constante des échanges commerciaux avec l'Europe et la Chine, ce qui pourrait contraindre les importateurs à adapter leurs chaînes d'approvisionnement et passer des marchés dans des pays où les coûts peuvent être plus élevés. Le taux de pauvreté devrait dépasser 3 % en 2020 si l'on utilise le seuil de 3,2 dollars par jour en parité du pouvoir d'achat et s'établir à environ 0,3 % si l'on applique le seuil de pauvreté fixé au niveau international.

La possibilité d'atteindre l'objectif d'un déficit budgétaire de 5 % du PIB en 2020 dépend en grande partie de l'évolution de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur le tourisme et l'économie en général, ainsi que de la dynamique des prix du pétrole. Le déficit budgétaire en 2021 pourrait atteindre 3,8 % du PIB dans l'hypothèse d'une baisse significative des dépenses au titre des subventions énergétiques et de l'adoption de mesures d'assainissement des finances publiques par le nouveau gouvernement. La dette publique culminera en 2021 à 84,2 % du PIB avant de commencer à diminuer, pour autant que le gouvernement maintienne l'élan des réformes.

À compter de 2020, la baisse des cours du pétrole et l'entrée en exploitation du gisement de gaz de Nawara pourraient contribuer à une réduction notable du déficit commercial étant donné que 40 % de ce déficit sont imputables au secteur énergétique. Le déficit du compte courant se réduira progressivement dans le scénario de référence à la faveur de la diminution des coûts des importations d'énergie,

compensant les pertes potentielles de recettes touristiques et d'envois de fonds de l'étranger résultant de la pandémie de COVID-19.

Risques et défis

Les principaux risques auxquels est exposée la Tunisie concernent la pandémie de COVID-19 et la volatilité des cours mondiaux du pétrole. Une aggravation de la pandémie mondiale entraînerait une détérioration plus poussée des perspectives économiques mondiales, une perturbation persistante des échanges commerciaux et des chaînes de valeur à l'échelle mondiale, ainsi que des restrictions d'une durée plus longue que prévu des voyages et de l'activité dans le monde et en Tunisie, parallèlement aux mesures de distanciation sociale qui diminueraient la consommation intérieure. Une telle aggravation serait préjudiciable à l'activité économique en Tunisie et en particulier au tourisme et aux exportations, avec pour résultat un nouveau ralentissement de la croissance et de la création d'emplois et la diminution des recettes publiques, ainsi qu'une augmentation potentielle des prix des marchandises importées entraînant une hausse de l'inflation. Cette situation, de même qu'une réduction potentielle des IDE et des envois de fonds de l'étranger en raison de la pandémie, aurait des répercussions sur le solde budgétaire et le solde courant et sur les réserves de change du pays. Un revirement dans la chute récente des cours mondiaux du pétrole aurait une incidence sur les

comptes budgétaire et extérieur. Une perturbation des marchés mondiaux des capitaux et de la situation économique dans quelques pays exportateurs de pétrole de la région MENA pourrait rendre plus difficile le financement des déficits budgétaire et extérieur, mais la Tunisie demeure principalement dépendante des financements multilatéraux. Sur le plan intérieur, il existe des risques supplémentaires liés à la poursuite des réformes (au vu des récentes élections et de l'installation d'un nouveau gouvernement), aux tensions politiques et à une détérioration de la sécurité qui auraient une incidence négative sur l'investissement et le tourisme. Les retombées de l'instabilité dans les pays limitrophes pourraient compromettre la stabilité économique.

Si les risques actuels se concrétisent, le bien-être de nombreux ménages s'en ressentira, en particulier les ménages vulnérables dont la consommation se situe juste au-dessus du seuil de pauvreté. Quelque 17 % de la population (soit environ 1,9 million de Tunisiens) sont considérés comme vulnérables, si on définit comme « vulnérables » ceux qui vivent en dessous du seuil de 5,5 dollars par jour en parité du pouvoir d'achat. D'après les toutes dernières estimations, le choc économique pourrait faire grimper ce pourcentage à 19 %, voire plus ; ce pourcentage pourrait très probablement augmenter encore à mesure que les perspectives seront révisées dans les prochaines semaines.

TABLEAU 2 Tunisie / Indicateurs des perspectives de pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

| | 2017 | 2018 | 2019 e | 2020f | 2021f | 2022 f |
|--|-------|-------|--------|-------|-------|--------|
| Croissance du PIB réel, en prix constants du marché | 1,9 | 2,7 | 1,0 | -4,0 | 4,2 | 2,2 |
| Consommation privée | 2,5 | 2,1 | 0,9 | -4,0 | 4,1 | 1,7 |
| Consommation publique | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,9 | -0,3 | 1,1 |
| Formation brute de capital fixe | 0,3 | 2,0 | -12,3 | -11,4 | 3,9 | 1,1 |
| Exportations, biens et services | 4,6 | 4,4 | -5,0 | -3,5 | 3,1 | 2,6 |
| Importations, biens et services | 3,5 | 1,7 | -8,6 | -4,2 | 1,5 | 1,2 |
| Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs | 1,8 | 2,6 | 0,9 | -4,0 | 4,2 | 2,2 |
| Agriculture | 1,8 | 11,3 | 0,8 | 0,0 | 2,0 | 2,3 |
| Industries | -0,7 | 0,2 | -1,0 | -4,2 | 4,0 | 2,2 |
| Services | 2,9 | 2,3 | 1,7 | -4,5 | 4,6 | 2,2 |
| Inflation (indice des prix à la consommation) | 6,3 | 7,6 | 6,1 | 5,2 | 4,4 | 4,0 |
| Solde du compte courant (% du PIB) | -10,2 | -11,2 | -8,8 | -7,2 | -7,0 | -6,8 |
| Solde budgétaire (% du PIB)^a | -6,1 | -4,8 | -4,1 | -5,0 | -3,8 | -2,9 |
| Dette (% du PIB) | 70,4 | 77,9 | 72,6 | 80,1 | 84,2 | 82,2 |
| Solde primaire (% du PIB) | -3,7 | -2,1 | -0,9 | -1,8 | -0,5 | 0,4 |
| Taux de pauvreté international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{b,c} | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,2 |
| Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{b,c} | 3,0 | 2,8 | 2,9 | 3,4 | 3,0 | 2,9 |
| Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{b,c} | 17,1 | 16,3 | 16,6 | 18,9 | 17,4 | 16,9 |

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et Équité et Commerce et investissement.

Notes : e = estimations, f = prévisions.

(a) Le solde budgétaire exclut les dons, les fonds issus de privatisations et les avoirs confisqués.

(b) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2015) avec une répercussion des variations du taux de change = 1 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.

(c) Données réelles : 2015. Nowcast : 2016-2019. Les prévisions couvrent la période 2020-2022.